

Hans-Ulrich Jost

L'élite suisse de la Seconde guerre mondiale.¹

Comme l'ont clairement montré les dernières années, l'histoire de la Suisse durant la seconde guerre mondiale ne parvient pas encore au calme. En 1961, l'ouvrage de l'Anglais John Kimche *Spying for Peace, General Guisan and Swiss Neutrality* avait effrayé le public politique helvétique. Quatre ans plus tard, le *Anpassung oder Widerstand* [Adaptation ou résistance] de Alice Meyer a produit un effet semblable, un titre qui a eu la faculté d'exercer une forte influence sur la suite du questionnement historique.

Le trouble était si grand que le 9 mars 1963, dans un postulat, le Conseiller national genevois Olivier Reverdin a invité le Conseil fédéral à nommer une commission formée de spécialistes pour déterminer la manière dont le matériel des sources qui se rapportaient à la seconde guerre mondiale devait être rendu accessible. Mais pourquoi ce trouble? Eh bien, le livre de Kimche - qui reposait en partie sur du matériel issu d'archives étrangères - attirait l'attention sur le fait que l'attitude de la Suisse envers les pouvoirs fascistes n'était pas à l'abri de tous les doutes. Mais il montrait aussi, même si le sérieux de la présentation pourrait être mis en question, qu'il y avait eu des oppositions entre les divers protagonistes de la politique et de l'armée, oppositions qui avaient dépassé la mesure d'usage en matière de différends politiques. Chez Alice Meyer enfin, une manière de voir semblable était réduite à l'alternative frappante - mais, comme nous le savons aujourd'hui, formulée de façon inadéquate - d'*adaptation ou résistance*. Pourtant, c'est ainsi que la «seconde guerre mondiale» a débuté une seconde fois à l'intérieur de la Suisse.

Des Conseillers fédéraux se trouvaient aussi parmi les personnalités politiques disputées dès le début. Les témoignages d'amitié de Motta pour Mussolini, les yeux doux qu'Etter faisait à un Etat chrétien-corporatif, la politique d'asile de von Steiger et enfin la politique extérieure de Pilet-Golaz, souvent difficile à comprendre et qui ménageait apparemment les voisins du nord, ne donnaient que trop de motifs pour des questions critiques. Pourtant, peu après, l'élite militaire est elle aussi arrivée dans le feu croisé. La manière d'agir du

¹ Article paru sous le titre "Die gesamte «Elite» muss neu durchleuchtet werden", in *Die Weltwoche* du 30 janvier 1992 (version française : "Pour un nouvel éclairage sur l'ensemble de l'«élite»", in *la brèche* 488, 3/10 avril 1992).

commandant de corps Wille contre le général, l'entrée du colonel Däniker pour une politique proche de l'Allemagne, la mission médicale du divisionnaire Bircher sur le front allemand de l'est - pour ne citer qu'une petite partie des nombreuses affaires qui donnent à réfléchir - ont de même constitué une invitation urgente à examiner d'une manière critique l'histoire de la Suisse durant la seconde guerre mondiale. Cette nouvelle image pleine de contradictions n'en est devenue que plus problématique avec les analyses de la politique économique, au sujet du crédit de clearing de 1,1 milliards de francs accordé à l'Allemagne nazie et concernant les affaires d'armes. En fin de compte, c'est encore le commerce des devises et de l'or pratiqué par Banque nationale, et manifestement très utile au Troisième Reich, qui s'est fait jour.

Désormais, il n'était pas rare que l'analyse de ces problèmes prenne la forme de règlements de comptes personnels posthumes. Edgar Bonjour a lancé la première attaque, riche de conséquences. Non seulement dans son *Histoire de la neutralité suisse*, mais aussi dans divers articles, il a fait de Pilet-Golaz une figure responsable dans l'ensemble des faiblesses helvétiques. En face de lui, le général Guisan, porté par une large partie de l'opinion publique, apparaissait dans une auréole de gloire. Ensuite, cette dernière a toutefois bientôt été quelque peu fêlée lorsque les premiers documents sur les étranges escapades du général à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont été sortis. Quelques références à la pensée de Guisan, bourgeoise de droite, peu encline à la démocratie parlementaire et aux partis politiques ont produit le même effet. Derechef, les milieux qui essayaient de sauver le prestige du commandant de corps Wille, ont presque dû obligatoirement recourir à ces déclarations par lesquelles Wille, en son temps, avait sérieusement mis en doute les capacités militaires du général. La biographie du divisionnaire Bircher, proche des Nazis, mais tout à fait enraciné dans le système politique et militaire, a également jeté des ombres semblables. L'étude consacrée à Stampfli, un Conseiller fédéral qui ne comptait pas particulièrement parmi ces protagonistes qui faisaient les importants dans l'espace public, a aussi révélé quelques aspects et connaissances très instructifs à propos de la vie politique intérieure.

Ce n'est pas le lieu ici de dessiner dans toute sa diversité ce puzzle d'histoires individuelles fractionnées. Il faut en revanche mettre en évidence une logique inhérente à ce genre d'historiographie. Le dogme inexprimé à la base de la plupart de ces études particulières est que l'histoire de la Suisse durant la

seconde guerre mondiale doit être estimée globalement comme tout à fait positive, sinon complètement réjouissante.

Intrigues personnelles

Les zones d'ombres apparues sans qu'elles aient pu être évitées, comme par exemple l'allocution radiodiffusée du 25 juin 1940, la politique à l'égard des réfugiés, la réception du général-SS Schellenberg par Guisan ou l'or des Nazis pris en charge par la Banque nationale devaient par contre être comprises comme des maladroites isolées. Souvent, on a essayé de distribuer les responsabilités de ces aspects désagréables à des protagonistes séparés et de jouer ceux-là les uns contre les autres. Il en serait également ainsi dans l'étude d'Erwin Bucher *Zwischen Bundesrat und General [Entre Conseil fédéral et Général]*.

Sous le titre «*Hausammann et Guisan veulent faire tomber Pilet-Golaz*», Bucher décrit, méticuleusement et en recourant à une masse énorme de sources, une intrigue politique qui jette à mon avis une très bonne lumière sur le climat politique intérieur de l'époque. Rappelons à ce propos que le régime des pleins pouvoirs accordé au Conseil fédéral, la censure de la presse et la militarisation de nombreux domaines civils avaient conduit à ce que la direction du gouvernement - largement soustrait à un contrôle public-démocratique - a commencé à se dérouler comme une politique de cabinet enveloppée par le secret. A côté des partis mis en retrait, des groupes économiques, des ligues obscures (p.ex. le *Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz [Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse]* et le *Gothardbund [Ligue du Gothard]*) et des groupes d'officiers multipliaient les tentatives pour s'imposer dans le système politique. Tout cela forgeait un climat favorable aux intrigues personnelles et à une guerrilla individuelle. Le général Guisan a aussi participé habilement à ce jeu: à nouveau le Conseil fédéral était vexé du *travail public* de Guisan. Ainsi, par exemple, le Conseiller fédéral Stampfli aurait dit: «*Nous, nous étouffons sous le travail et portons de lourdes responsabilités pendant que le général se promène dans le pays et se fait recevoir en grande pompe*» (G.Hafner, *Bundesrat Walter Stampfli*. Olten 1986, p.222). A cela se sont encore ajoutées des querelles très personnelles entre Guisan et Pilet-Golaz. «*L'attaque générale de Guisan sur Pilet-Golaz*» a réussi, comme l'écrit Bucher, début 1943 avec un rapport dont le contenu était bien largement inventé. Il était écrit dans ce document que Pilet-Golaz

aurait essayé de parler aux Américains en faveur de l'Allemagne, afin que le Troisième Reich puisse mieux tenir son front contre le bolchévisme.

L'intrigue que Bucher démasque de façon crédible a une fois de plus pour conséquence que quelques personnalités de cette époque apparaissent sous un jour très douteux. C'est en premier lieu le cas pour le major Hans Hausammann qui, de manière incompréhensible, était entré dans l'histoire en «héros», bien que l'on ait su depuis longtemps qu'il s'agissait d'un homme de renseignements peu fiable qui avait entretenu des liens très suspects avec les National-socialistes dans les années 30. En fin de compte, la responsabilité de l'intrigue de 1943 doit revenir au général. Ainsi, Pilet-Golaz peut apparemment recevoir l'absolution. C'est ainsi qu'il est désormais «révisé», enveloppé de l'aura de celui qui a été accusé par erreur, comme nouveau-né, présenté au public comme un homme d'Etat supérieurement intelligent. L'ancien Conseiller fédéral Chevallaz et le Conseiller fédéral Delamuraz ont fait leur part pour cette réhabilitation, en 1990, en inaugurant une plaquette d'honneur.

C'est pourtant justement sur ce point que se trouvent les faiblesses de l'analyse de Bucher. Car le profil profond de Pilet-Golaz ne repose pas seulement sur l'affaire de 1943, mais sur l'ensemble de sa biographie politique et personnelle. Et en la matière, pour le dire avec douceur, Bucher est très réservé. L'origine spirituelle de Pilet et sa carrière politique sont à peine examinées. Certes, comme on pouvait s'y attendre, l'allocution radiodiffusée du 25 juin 1940 et la réception des frontistes du 10 septembre 1940 sont évoqués en détail. Sans doute, il faut souligner que dans ces affaires, Pilet n'était pas le seul à porter la responsabilité - mais son attitude politique en devient-elle plus compréhensible?

Pour Bucher, Pilet-Golaz n'est qu'un représentant de la bourgeoisie de droite, un peu obstiné, mais intelligent. A ce propos le fils de Pilet est déjà un peu plus clair et parle d'un homme de «*law and order*». En effet, Pilet-Golaz, tout comme Guisan, appartenait à cette bourgeoisie vaudoise de droite qui se trouvait pour une part importante dans la zone d'influence de la Ligue vaudoise réactionnaire. Cette dernière représentait une pensée explicitement antidémocratique, orientée vers les idées du Français Charles Maurras. Elle se signalait en outre par un antisémitisme solide.

La compréhension ambiguë de la démocratie chez Pilet-Golaz n'est en aucun cas la seule expression de l'«état d'exception» conditionné par la guerre mondiale. Prenons en guise d'exemple un discours - malheureusement pas

citée chez Bucher - que Pilet a prononcé en 1933 (dans sa reproduction par la *Gazette de Lausanne* le 24 décembre 1933): «*Dans cette guerre du ventre et de l'argent que se font les peuples, nous ne pouvons résister sans méthodique défense, sinon ce serait l'irréremédiable défaite. Le plan, c'est au gouvernement à l'établir, à la nation de l'exécuter. [...] Vous ne comprendrez pas? Tant pis; un général n'a pas le loisir d'expliquer à ses troupes le pourquoi de ses dispositions et le gouvernement aujourd'hui fonctionne comme un général. Vous ne serez pas d'accord? Qu'importe! Vous ne pourrez pas juger de la situation d'ensemble, pas plus qu'un commandant de compagnie n'apprécie celle de la division. Votre devoir civique sera malgré tout d'exécuter, disons le mot: d'obéir...*»

Implications louches

Cependant, la véritable problématique du passé, à nouveau soulevé par Bucher, ne réside en rien dans les appréciations personnelles, absolument utiles, établies par des biographies particulières et des histoires. Il demeure plutôt un problème fondamental au regard du point de départ général de l'histoire de la Suisse durant la seconde guerre mondiale. On n'a manifestement pas l'intention de saisir cette époque dans son contexte général. Surtout en ce qui concerne l'histoire politique, le schéma d'interprétation suivant est toujours valable: la «survie» et quelques succès de la Suisse sont mis au compte de l'élite politique à titre de rendement total, pendant qu'on essaie de se passer les uns aux autres les nombreuses zones d'ombre, comme un Pierre le Noir. On ne prend pas connaissance du fait que l'ensemble de l'élite politique de l'époque était impliquée non seulement dans de désagréables circonstances contraignantes, mais aussi souvent dans des processus politiques et économiques douteux. Ce serait donc le moment d'abandonner la méthode du bouc-émissaire au profit d'une considération critique de l'ensemble de l'élite politique.

Sans doute, en matière de méthode du bouc-émissaire, le Conseil fédéral de l'après-guerre porte-t-il une co-responsabilité qui n'est pas moindre. Comme on sait, il s'est fort refusé à ouvrir les archives de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Il n'est pas non plus parvenu à se décider à confier la recherche, qui a pourtant récemment été accordée, à une équipe indépendante de spécialistes, qui seule aurait été en mesure de mettre à jour sur une large base le nombreux matériel. Je présume bien que la majorité du

Conseil fédéral de l'époque, qui s'entendait à prendre la succession fidèle du collegium de guerre, craignait d'être mise sous un faux jour par une histoire globale et critique.

Maintenant, pour ce qui est des perspectives politiques de Pilet-Golaz et du général Guisan, il serait certainement faux - au regard du questionnement *adaptation ou résistance* - de chercher leurs foyers à Berlin. Les deux «bons» Vaudois [*die beiden «rechten» Waadtländer*] avaient peu de compréhension pour la germanité. D'autres modèles comme Mussolini, Pétain ou Salazar leur étaient en revanche plus proches. Pourtant - si je peux me permettre une spéculation provocatrice en conclusion - si ces deux hommes, en fin de compte engagés dans une pensée politique très semblable, s'étaient entendus personnellement et avaient conclu une alliance politique interne, alors la Suisse de l'époque aurait fait un pas décisif en direction d'un «Vichy helvétique».